

Le Monde 記事精読 (小林) 7月 (07/18)

EUは様々な分野で米国に依存しており、その状況から脱するのは容易でない...

(今年2月末の米国・イスラエルによるイラン攻撃の前の記事です)

Le spectre d'une «coupure» des Gafam

もしも Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft のサービスが使えなくなったら、企業も消費者も一体どうする？

Visa et MasterCard gèrent plus de 60% des achats par carte

EU 域内でも、国境を越えた取引のカード決済は、アメリカ企業のシステムを経由するしかない。トランプ政権のやり口を見ていると、ひと晩にしてカード決済が止まってしまうという、politique-fiction のような話が現実にも起こるかも知れません。

ユーロ貨幣の流通が開始されて以来25年の間に、域内でのカード決済を目指して様々な試みがあったが全て失敗。域内諸国及び銀行間の合意がどうしてもまとまらない。欧州統合は偉大な目標で通貨まで統合できたのに、詰まらない意地の張り合いで、カード決済については未だに米国企業に頼らざるを得ない。

もう少し詳しく事情を知りたいと思って Anthropic の Claude にお伺いを立てた。その結果は授業後のメモにコピーするが、読んでいて他人事なのに溜息が出てしまうような袋小路の状態だ。

全部で11ページ余りと長いので、防衛・電気通信・衛星など、馴染みが薄くて論旨が明快に見えない分野を割愛しました：

Des armes (戦闘機等) américaines en grand nombre

Des données d'observation spatiale (偵察衛星等のデータ) contrôlées

Satellites, câbles sous-marins... Des télécoms sous influence

Le GNL (LNG) américain remplace le gaz russe

お申込みの方には、元の記事全文をお送りします。

L'Europe souffre de multiples dépendances aux Etats-Unis,

Le Monde du 25 janvier 2026, Marc Angrand, Marie de Vergès, Pierre Manière, Olivier Pinaud et Alexandre Piquard

Nous sommes en septembre 2024. Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), alerte, dans son rapport intitulé «*L'avenir de la compétitivité européenne*», sur les «*vulnérabilités*» du Vieux Continent. «*Dans un monde géopolitiquement stable, nous n'avons aucune raison de nous inquiéter de l'augmentation de nos dépendances vis-à-vis de pays avec lesquels nous entendions rester amis*», souligne l'ancien président du conseil italien. Il pense principalement au gaz russe, dont l'Europe peine à se détacher depuis que Moscou a déclaré la guerre à l'Ukraine en février 2022.

M.Draghi ne pouvait pas imaginer que, un an et demi après la publication de son rapport, une inquiétude encore plus vive viendrait des Etats-Unis, le plus grand ami de l'Europe. Les coups de boutoir de la politique de Donald Trump depuis son retour à la Maison Blanche en janvier 2025 – de la menace de fin du soutien militaire à l'Ukraine en février 2025 à la crise encore incandescente du Groenland – ont révélé l'extrême fragilité de l'Europe. Défense, spatial, télécoms, numérique, énergie, paiements... En cas de rupture avec son plus vieil allié, le Vieux Continent pourrait difficilement vivre sans les matériels et les technologies américains.

Le spectre d'une «coupure» des Gafam

Imaginez que la Maison Blanche «*interdise à toutes les entreprises américaines de la tech de continuer à fournir leurs services au Danemark et à son économie*». Publié sur LinkedIn, le 25 janvier 2025, ce scénario de politique-fiction inventé par Henri d'Agrain, le délégué général du Club informatique des grandes entreprises françaises (Cigref), prend une résonance particulière avec les récentes menaces du président américain, Donald Trump, de s'emparer du Groenland. Un tel «*embargo numérique*» coupant les services de Microsoft, Google, Amazon, Meta, Apple ou OpenAI «*paraissait il y a peu comme un scénario sorti de [la série dystopique] Black Mirror, mais aujourd'hui?*», s'inquiète Michel Paulin, ex-dirigeant de l'opérateur SFR et président du comité stratégique de filière «*logiciels et solutions numériques de confiance*».

Consciente des inquiétudes liées aux tensions transatlantiques, la ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle (IA) et du numérique, Anne Le Hénanff, organise ce lundi 26 janvier, à Bercy, des «*rencontres de la souveraineté numérique*». Elle y annoncera confier le nouvel observatoire de la souveraineté numérique à l'ex-ministre Clément Beaune, désormais haut-commissaire à la stratégie et au plan. La ministre présentera aussi l'«*indice de résilience numérique*», un nouvel outil à destination des entreprises et des collectivités. «*Il s'agit de cartographier nos dépendances technologiques et leur niveau de criticité, afin de pouvoir agir pour les réduire*», explique-t-on au cabinet de Mme Le Hénanff.

Le niveau de dépendance de l'Europe envers les services numériques d'entreprises américaines est vertigineux. Celles-ci captent 83% des dépenses liées aux logiciels et services cloud à usage professionnel en Europe, soit 265 milliards d'euros par an, selon une étude commandée par le Cigref en avril 2025. Outre l'hébergement de données (Amazon, Microsoft et Google), les géants des Etats-Unis dominent la recherche en ligne (Google), les assistants d'IA (OpenAI, Google et Meta), les environnements mobiles (Google et Apple) et de bureau (Microsoft), les réseaux sociaux et la vidéo (Meta, X et YouTube)...

«*La dépendance technologique des entreprises est un danger phénoménal. Cela fait extrêmement peur*», estime Christophe Grosbost, le vice-président d'Innovation Makers Alliance, une autre association française de directions technologiques et innovation de grands groupes et administrations. «*Trump n'a aucune limite. (...) Il peut tout couper. Il l'a déjà fait*», a mis en garde sur X l'eurodéputée et coprésidente de Place publique Aurore Lalucq, le 18 janvier. Une référence à la coupure d'accès aux services numériques de neuf magistrats de la Cour pénale internationale (CPI), en rétorsion au mandat d'arrêt international émis contre le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou.

Mais combattre cette domination est loin d'être évident. Ainsi l'idée de taxer les géants du numérique en rétorsion à d'éventuelles sanctions douanières des Etats-Unis – soutenue notamment par Mme Lalucq – ne fait pas consensus. «*Malheureusement, l'exposition des entreprises françaises*

est telle que cela aurait des conséquences trop grandes», explique Maya Noël, la directrice générale de France digitale, le lobby des start-up, qui craignent, comme les grands groupes, des hausses de prix des services américains. «La situation montre l'urgence d'imposer une préférence européenne dans la commande publique de services tech», plaide Mme Noël.

Cette mesure est réclamée par la France depuis des années, en vain. *«On a pu le faire dans la défense»,* et les choses avancent, nuance-t-on au cabinet de Mme Le Hénanff. *«Le sommet franco-allemand de Berlin [sur la souveraineté numérique européenne], en novembre [2025], a constitué un point de bascule»,* croit l'entourage de la ministre, citant la création d'un groupe de travail commun chargé notamment de définir des *«indicateurs de souveraineté»* dans le numérique. La ministre prône aussi *«l'exemplarité de la commande publique»* en France. Sur ce point, Damien Lucas, le directeur général du fournisseur français de cloud Scaleway, veut voir des *«signes positifs»* dans certaines annonces récentes : la capitale du Danemark, Copenhague, ou la BCE, pour l'euro numérique, ont décidé d'héberger une partie de leurs données chez cette filiale de l'opérateur Iliad (fondé par Xavier Niel, actionnaire à titre individuel du Groupe *Le Monde*), note-t-il, et Airbus a lancé un appel d'offres pour un *«cloud souverain»* consacré à certains services critiques.

Les revendications des partisans de la souveraineté numérique avancent toutefois lentement : la France n'a pas, jusqu'ici, réussi à imposer dans les textes européens un critère d'immunité aux lois extraterritoriales américaines pour le choix des hébergeurs de données publiques et sensibles.

Visa et MasterCard gèrent plus de 60% des achats par carte

Et si Donald Trump privait les Européens de l'accès aux grands réseaux de paiement internationaux? Là aussi, la menace relève d'un scénario hollywoodien; elle est pourtant bien réelle. *«On pourrait tout à fait imaginer que l'administration américaine coupe temporairement l'accès à Visa et MasterCard pendant vingt-quatre heures pour faire pression sur l'Europe. A l'échelle européenne, 60% des transactions par carte seraient bloquées du jour au lendemain»,* explique Geoffrey Laloux, spécialiste des paiements au cabinet de conseil Square Management. Les précédents existent, des sanctions internationa-

les contre la Russie après l'invasion de l'Ukraine en 2022 à celles qui furent prises par les Etats-Unis contre des magistrats de la CPI en 2025.

Visa et MasterCard, tous deux américains, assurent aujourd'hui 61% des paiements par carte effectués dans la zone euro, selon la BCE, et sont incontournables dans une large partie de l'Union : en 2025, 13 des 21 pays de la zone euro, dont l'Espagne, l'Irlande et les Pays-Bas, dépendaient entièrement des réseaux internationaux pour ce type d'opérations. La France, elle, échappe à cette dépendance totale puisqu'elle dispose encore d'un opérateur national, CB (Cartes bancaires). *«Nous avons nos "rails" au sens ferroviaire du terme sur toute la chaîne, pour tous les usages de la carte : retrait d'espèces, paiement sans contact et paiement mobile inclus»*, assure Philippe Laulanie, directeur général de CB.

Reste une faiblesse historique du secteur européen des paiements : l'impossibilité de payer par carte entre deux pays sans avoir à passer par un réseau américain. Dans ce domaine, toutes les tentatives des vingt-cinq dernières années ont échoué, faute d'accord entre banques ou entre Etats. *«La principale dépendance européenne tient à l'absence de système de paiement par carte transfrontalier. Dans ce domaine, la dépendance technologique européenne à l'égard des acteurs américains disposant d'une puissance financière énorme est totale»*, constate Martina Weimert, directrice générale d'EPI, l'opérateur du système européen de paiement Wero.

Présent aujourd'hui dans cinq pays (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg), Wero est encore loin de combler ces manques. Limité pour l'instant au paiement entre personnes, le réseau doit s'étendre progressivement au commerce en ligne puis au paiement en magasin d'ici à 2027. Parallèlement, il s'est accordé en 2025 avec l'Alliance Europa, qui regroupe l'Espagne, l'Italie et le Portugal, sur un projet d'interconnexion de leurs systèmes, pour l'instant incompatibles. Le temps presse pour rivaliser enfin avec Visa et MasterCard, mais aussi avec d'autres acteurs comme PayPal, américain lui aussi, devenu premier instrument de paiement en ligne en Allemagne, et les services intégrés aux smartphones tels Apple Pay, Google Pay ou Alipay.

Moins exposé mais tout aussi stratégique, le secteur des paiements inter-entreprises explore de son côté de nouvelles voies pour s'affranchir de la toute-puissance américaine. D'autant que la numérisation des transactions a franchi un cap en 2025 avec l'adoption par le Congrès américain du Genius Act, une loi qui exclut la création d'un dollar numérique et laisse le champ libre au secteur privé pour développer de nouveaux instruments, au premier rang desquels les stablecoins, ces cryptoactifs adossés à un actif classique. Les banques européennes multiplient donc les projets, notamment de stablecoins en euros : SG Forge a le sien, et le consortium Qivalis, qui réunit entre autres BNP Paribas, la néerlandaise ING, l'espagnole CaixaBank et l'italienne UniCredit, doit se lancer dans les prochains mois. Mais l'écart à combler est énorme, puisque le dollar représente encore près de 98% des stablecoins en circulation dans le monde.

Face à ces initiatives, les tensions géopolitiques donnent aussi de nouveaux arguments aux promoteurs de l'euro numérique, qui permettrait des paiements dématérialisés sans aucun intermédiaire privé. Le 12 janvier, 70 économistes appelaient ainsi, dans une lettre ouverte, les députés européens à approuver le lancement du projet de la BCE, qui peine à convaincre au Parlement de Strasbourg comme dans le secteur bancaire. Pour les signataires, la dépendance européenne à l'égard des systèmes de paiement non européens risque d'affaiblir *«la maîtrise par l'Europe d'un élément central de son infrastructure économique»*, et *«un euro numérique public robuste est notre seule défense»*.